

# LE FIGARO économie

10 MARS 2004 - N° 18 535 - CAHIER N° 2 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

www.lefigaro.fr

**FINANCES PUBLIQUES** Les prélèvements obligatoires ont un peu augmenté en 2003

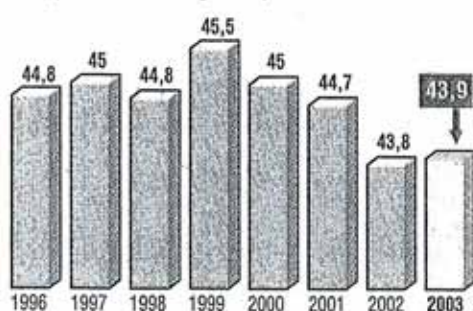
## La France ne parvient pas à baisser ses dépenses publiques

Rémi Godeau

Francis Mer n'en démord pas : la France respectera sa promesse de ramener son déficit public sous la barre de 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2005. Le ministre des Finances l'a assuré lundi soir, à Bruxelles, à ses collègues européens de l'Eurogroupe. Et pourtant... Les comptes des administrations publiques publiés hier par l'Insee dressent un tableau qui augure mal du respect de cet engagement, sauf retour accéléré de la croissance. Selon des données encore provisoires, le déficit public a atteint 63,2 milliards d'euros, soit 4,1 % du PIB - l'équivalent de quatre tunnels sous la manche ! Sans surprise, la dette frôle les mille milliards, un niveau record de 63 % du PIB. Christian de Bois-sieu, directeur du Centre d'observation économique, s'est

### Le poids des prélèvements

► Taux de prélèvements obligatoires, en % du PIB



WVG Source : Insee

montré hier sceptique : « La croissance ne contribuerait qu'à une augmentation limitée des recettes publiques, de sorte que le déficit public serait encore proche de 4 % en 2004 et 2005. »

Dans sa note, l'Insee précise que l'accroissement du déficit (+ 13,7 milliards) est d'abord « imputable à la faible crois-

sance des recettes publiques ». Dans le même temps, la progression des dépenses s'est infléchie : + 3,9 %, « après la forte augmentation de 5,5 % observée en 2002 ». Mais l'Institut poursuit : « Ces dépenses rapportées au PIB progressent pour la troisième année consécutive », à 54,7 % du PIB. Les prestations en espèces ainsi

que les remboursements de Sécurité sociale ont augmenté à un rythme vif. Ce qui fait dire à Francis Mer que si l'Etat continue à diminuer ses prélèvements obligatoires, « ceux qui prélèvent le plus, ce sont les Français eux-mêmes, pour financer leurs dépenses de santé ».

De fait, l'Etat a su maîtriser les crédits ministériels quand les dépenses de santé semblent incontrôlables. La réforme de l'assurance-maladie en préparation devrait contribuer à freiner la dérive. Il n'empêche, la tendance est troublante. Après la Suède et le Danemark, la France est le pays de l'OCDE au plus haut niveau de dépenses publiques. Ce record va de pair avec un taux de prélèvements obligatoires élevé. Après la dérive observée en 2000, 2001 et 2002, il a légèrement augmenté l'an dernier, à 43,9 % du PIB. « Il ne faut pas se contenter de constater une hausse des prélèvements, il faut guider leur

décure par des choix politiques forts », commente le député UMP Hervé Mariton. A gauche, on signale que, « dans un contexte de quasi-récession en 2003, la baisse des impôts est bien une fiction pour la grande majorité des Français ». Les comptes publics de 2003 relancent le débat sur le pilotage économique et le tempo des réformes.

### A LIRE

- Etat d'alerte sur les finances publiques
- L'assurance-maladie et l'Unedic creusent le déficit
- Fauroux : « Sans l'euro, la France aurait dévalué trois fois »
- L'exception française agace l'Europe

Page II

# Etat d'alerte sur les finances publiques

Rémi Godeau

A trop attendre de la croissance, on s'expose à des déconvenues. Avec l'hypothèse d'une richesse nationale en progression de 2,5 %, le gouvernement espérait redresser les finances publiques en 2003. Mais patatra : le produit intérieur brut (PIB) a presque stagné. Et, comme le confirment les comptes pour 2003 des administrations publiques publiés hier par l'Insee, aucun des objectifs transmis à Bruxelles n'a été tenu. En trois ans, le déficit public a entamé une descente aux enfers : après 1,5 % en 2001 et 3,2 % en 2002, il a atteint un record de 4,1 % l'an dernier. C'est la plus mauvaise performance de l'Union européenne. Sans surprise, la dette a bondi, passant sur la même période de 56,8 % à 63 % du PIB.

Premier accusé : l'Etat. Il a dépensé l'an dernier 61,8 milliards de plus que ses recettes – en faible augmentation – ne le lui permettaient. Un découvert équivalent à 20 porte-avions *Charles-de-Gaulle* ! Secondes contributrices de la déconfiture financière, les administrations de la Sécurité sociale ont vu leur impasse plus que doubler, à 9,4 milliards. Dans une propor-

tion moindre qu'en 2002, ces déficits ont été en partie atténués par les excédents des collectivités locales et des organismes divers d'administrations centrales (Odac), dans lesquelles on trouve le Fonds de réserve des retraites (FRR), la Cades, qui gère la dette sociale ou Charbonnages de France. « *La capacité de financement des Odac est en repli* [de 3,7 milliards], *notamment en raison de versements au FRR plus réduits en 2003 qu'en 2002* », mentionne l'Insee.

Cette dégradation tous azimuts des comptes publics contribue à accentuer une spécificité française que nombre d'experts qualifient d'« *inquiétante* ». Premier constat : la France ne parvient pas à réduire ses dépenses publiques (à cause

en partie des remboursements de Sécu). Certes, leur hausse s'est infléchie en 2003 (+ 3,9 %, après + 5,5 % en 2002). Mais l'Insee note que, rapportées au PIB, elles « *progressent pour la troisième année consécutive* » pour représenter 54,7 % de la richesse nationale. Après la Suède et le Danemark, c'est le niveau le plus élevé de l'OCDE. Et encore, en dix ans, Stockholm l'a réduit de 11,9 points de PIB et Copenhague de 5 points. La France, elle, l'a diminué de... 0,2 point.

Deuxième constat : le recul du taux de prélèvements obligatoires est enrayé. Une première depuis 2000 ! Le gouvernement tablait sur une poursuite de l'allègement. Ce ne sera pas le cas : le ratio passe en un an de 43,8 % à 43,9 %. Certes, l'Insee acte une

baisse des impôts sur le revenu et le patrimoine (- 1,1 %) et une augmentation modérée des impôts sur la production et les produits (+ 2,2 %). Certes, les cotisations sociales ont crû « *à un rythme proche de celui des années antérieures* » (+ 3,8 %). Mais, sans que l'Etat n'y puisse rien, la fiscalité locale et les cotisations chômage se sont alourdies. Là encore, l'exception française est criante au sein de l'OCDE où la moyenne se situe autour de 37 %. Hier, l'opposition avait beau jeu de s'appuyer sur les données de l'Insee pour affirmer que « *la baisse des impôts est une fiction pour la grande majorité des Français* ».

Dans un entretien au *Monde*, Francis Mer a souligné hier que l'Etat avait, lui, continué à réduire ses prélèvements. Le ministre des Finances s'est voulu déterminé : « *Le déficit passera sous 3 % de PIB en 2005.* » Dans un livre choc codirigé par Roger Fauroux et Bernard Spitz, des experts s'inquiètent pourtant de la déroute financière : « *La France est un pays riche qui vit à crédit, sacrifie l'avenir à la conservation des avantages acquis et clochardise son Etat, paralysé par les sureffectifs et le manque de moyens.* » Rien, dans les comptes pour 2003 publiés hier ne contredit ce diagnostic alarmiste.

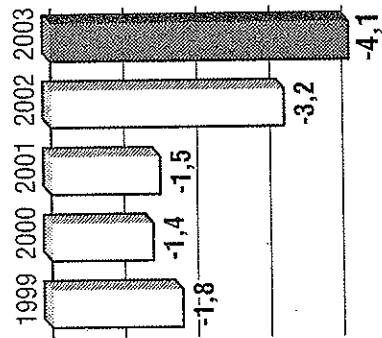
## La facture d'Executive Life

Informés en décembre du prix du scandale, les contribuables français ont – sans le savoir – mis la main à la poche pour clore le volet pénal de l'affaire Executive Life. Dans une discrète note de bas de page, l'Insee a précisé hier que l'accord amiable signé entre l'Etat français et la justice américaine le 15 décembre 2003 « *a donné lieu à la comptabilisation d'une charge de 230 millions d'euros – amende et partie de la caution non restituable – dans les comptes de la structure de défaillance du Crédit lyonnais* ». Au terme de l'accord, la France devait de fait verser 475 millions de dollars, dont 375 millions de provision pour la procédure civile, restituables à hauteur de 50 %. La somme alourdira la dette...

# Tableau de bord de l'état des finances publiques

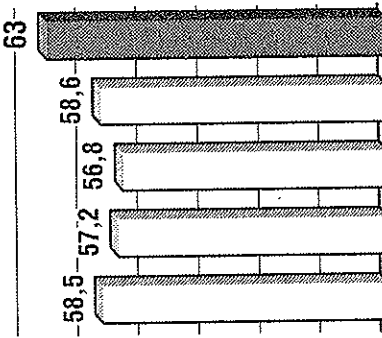
**1** Déficit public

(en % PIB)



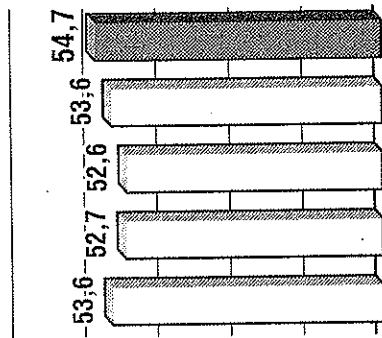
**2** Dette publique

(en % PIB)



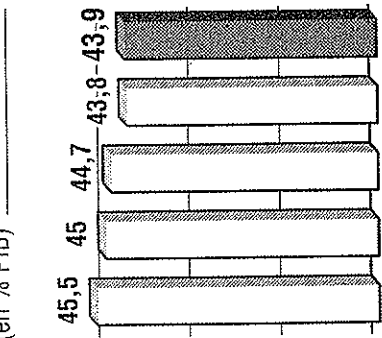
**3** Dépenses publiques

(en % PIB)



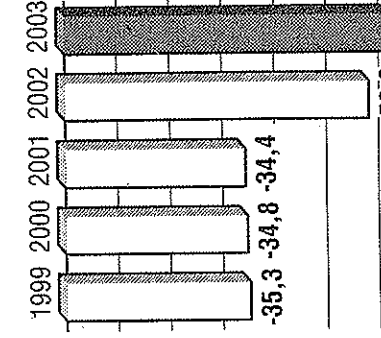
**4** Prélèvements obligatoires

(en % PIB)



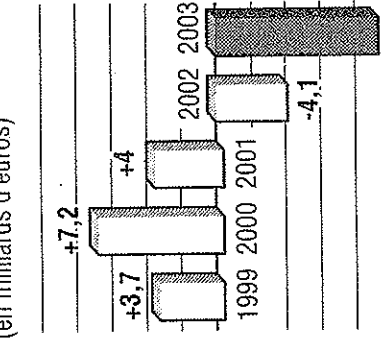
**5** Déficit de l'Etat

(en milliards d'euros)



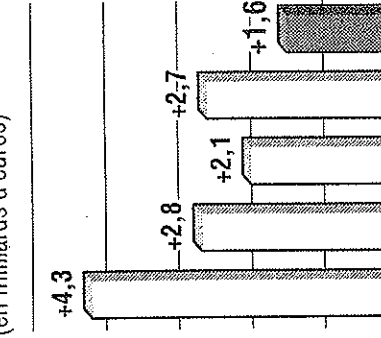
**6** Solde des administrations de Sécu

(en milliards d'euros)



**7** Solde des administrations locales

(en milliards d'euros)



**8** Solde des organismes divers d'administrations centrales

(en milliards d'euros)

